

[Voir plus d'articles](#) ▼

Venezuela – Le socialisme du XXI^e siècle



Rainer Zitelmann



Publié le 7 mai 2024

Au cours du XX^e siècle, le Venezuela est passé de l'un des pays les plus pauvres d'Amérique latine à l'un des plus riches. En 1970, il figurait parmi les 20 pays les plus riches du monde, avec un PIB par habitant supérieur à celui de l'Espagne, de la Grèce et d'Israël, et inférieur de 13 % seulement à celui du Royaume-Uni.

Le revers de fortune économique du Venezuela a commencé dans les années 1970. À partir de 1974, les réglementations du marché du travail y ont été renforcées à un niveau sans précédent presque partout ailleurs dans le monde, mis à part l'Amérique latine. L'ingérence croissante de l'État dans l'économie et la surréglementation massive ont entraîné une détérioration constante de la situation de ce pays autrefois riche.

Mais l'exemple du Venezuela montre que lorsque la situation économique s'aggrave, les électeurs peuvent opter pour une solution qui aggrave encore leur situation. De nombreux Vénézuéliens ont placé leur confiance dans le leader socialiste charismatique Hugo Chávez, qu'ils considéraient comme le sauveur qui délivrerait leur pays de la corruption, de la pauvreté et du déclin économique. Chávez, qui a été élu président en 1998, avait de nombreux admirateurs parmi les intellectuels et les partis de gauche dans les pays occidentaux.

Jeremy Corbyn, chef du Parti travailliste britannique de 2015 à 2020, a fait son éloge :

« Une source d'inspiration pour tous ceux qui luttent contre l'austérité et l'économie néolibérale en Europe. »



Grâce aux gisements de pétrole du Venezuela – les plus importants au monde – et à l'explosion des prix du pétrole qui a coïncidé avec la présidence de Chávez, remplissant à ras bord les coffres de son gouvernement, son expérience à grande échelle du socialisme du XXI^e siècle a connu un début prometteur, bien qu'elle ait fini par sombrer dans le désastre économique, l'hyperinflation, la famine et la dictature.

En 2007, dans le but de garantir à **PDVSA** une participation majoritaire d'au moins 60 % dans les entreprises pétrolières vénézuéliennes, le gouvernement Chávez a contraint les compagnies pétrolières étrangères à accepter des participations minoritaires sous peine de nationalisation. Lorsque Chávez est arrivé au pouvoir, plus de 50 % des bénéfices de la production pétrolière allaient au gouvernement. Au moment de sa mort en 2013, la part du gouvernement, qui s'élevait à plus de 90 %, était l'une des plus élevées au monde.

Après sa réélection en 2006, Chávez a nationalisé un nombre croissant d'entreprises industrielles, en commençant par les industries du fer et de l'acier. Le gouvernement a ensuite pris le contrôle des secteurs du ciment et de l'alimentation, des compagnies d'électricité et des ports. Rien qu'entre 2007 et 2010, environ 350 entreprises sont passées du secteur privé au secteur public. Dans de nombreux cas, les postes de direction des entreprises nouvellement nationalisées ont été attribués à des membres loyaux du parti. En 2008, un travailleur sur trois était employé dans le secteur public, ce qui a fait gonfler la masse salariale de l'État.

Les entreprises publiques mal gérées ont reçu de généreuses subventions, ce qui leur a permis de conserver plus d'employés qu'elles n'en avaient besoin. Le versement des recettes pétrolières à un fonds de réserve avait déjà été interrompu en 2001, et les investissements dans l'industrie pétrolière – la base même de la subsistance du pays – ont également été sacrifiés au profit de plans de dépenses sociales de plus en plus ambitieux. Après la mort de Chávez en 2013, son successeur et ancien commandant en second Nicolás Maduro a accéléré la nationalisation des laiteries, des producteurs de café, des supermarchés, des fabricants d'engrais et des usines de chaussures.

Une étude réalisée en 2016 par l'Université centrale du Venezuela a révélé que quatre ménages vénézuéliens sur cinq vivaient dans la pauvreté. Quelque 73 % de la population a perdu du poids, avec une perte moyenne de 8,7 kilogrammes (20 livres) en 2016. En 2021, 77 % de la population vénézuélienne vivait dans l'extrême pauvreté.



Chávez avait progressivement aboli la séparation des pouvoirs. Sous son successeur, Nicolás Maduro, le gouvernement est devenu de plus en plus autoritaire. Ces dernières années, le Venezuela s'est de plus en plus transformé en une dictature socialiste classique : l'élite politique est corrompue jusqu'à la moelle. La liberté de la presse et la liberté de réunion n'existent que sur le papier. Le Venezuela se classe à l'avant-dernière place mondiale dans **l'indice de perception de la corruption** de Transparency International.

Plusieurs institutions des Nations unies ont identifié des preuves de crimes contre l'humanité commis par le régime de Maduro en 2020 et 2021. Selon le **HCR**, plus de 7 millions de personnes ont quitté le Venezuela, soit l'équivalent d'un quart de la population. Il s'agit non seulement du plus grand mouvement de réfugiés et de migration de l'histoire récente de l'Amérique du Sud, mais il n'y a pratiquement aucune autre région du monde où autant de personnes ont quitté leur pays.

Et comment les socialistes du monde entier, qui avaient autrefois loué avec tant d'euphorie le « socialisme du XXIe siècle » du Venezuela, ont-ils réagi ? Ils ont réagi comme ils l'ont fait après chaque expérience socialiste ratée : Ils disent : « *Ce n'était pas vraiment du socialisme.* » Mais la prochaine fois, promettent-ils, ça marchera.

Contrepoints

